La non-violence et la justice, fondements de la sécurité commune

Exposé donné lors de la conférence de Church and Peace le 11 juin 2016 à Loisy près de Paris

Dr. Christine Schweitzer

1. Le « Tout sécuritaire »

On parle beaucoup de sécurité ces temps-ci. Dans la politique, dans les médias et aussi dans le domaine personnel.
Si nous nous demandons de quoi nous avons peur, différentes choses nous viennent à l'esprit - selon notre point de vue et selon le contexte dans lequel nous vivons ou pensons. De même si nous nous demandons de quoi nous devrions avoir peur. Car rien ne pousse plus facilement des citoyens à approuver une nouvelle politique - que ce soit entrer en guerre à l'extérieur du pays ou mettre à mal les droits du citoyen et les droits de la personne à l'intérieur - que de leur faire peur pour ensuite leur vendre la nouvelle politique comme moyen de lutter contre la peur.

Si on en croit l'OTAN et les ministres de la défense des pays occidentaux, notre sécurité est menacée par toute une série de dangers, et une réponse militaire est indispensable. C'est pourquoi il faut que l'armée soit financée en conséquence, que l'industrie de l'armement soit florissante et que les citoyens - qu'ils le veuillent ou non - servent dans l'armée. Depuis les années 90, la liste de ces menaces n'a pas changé, sauf que depuis 2001 le terrorisme y a pris une place de premier rang et qu'au cours des dernières années, les attaques informatiques y ont été ajoutées. Dans un document de l'OTAN [1] adopté au sommet de Lisbonne en 2010, les menaces suivantes sont notées : La menace en Europe (par la Russie, même si le nom de celle-ci n'apparaît pas ; ce point devrait être souligné davantage encore cette année lors du sommet de l'OTAN à Varsovie), la prolifération des armes nucléaires, le terrorisme, les conflits en dehors du territoire de l'OTAN [2], les attaques informatiques, la menace sur les voies commerciales et sur l'approvisionnement énergétique [3]. De plus, l'OTAN compte au nombre des risques pour la sécurité les nouvelles tendances technologiques (Laser, guerre électronique) et un nouveau « cadre de sécurité » constitué par les risques pour la santé, le changement climatique, la pénurie en eau et le besoin grandissant en énergie.

Des stratégies nationales comme par exemple le « livre blanc » de l'Allemagne publié en 2006 (le nouveau livre blanc sera publié cet été) énumèrent des risques semblables, dans un ordre et avec des accents parfois différents. Le livre blanc de 2006 contenait déjà par exemple un chapitre sur « la migration, facteur de risque pour la sécurité », thème auquel davantage de poids devrait être accordé cette année, de même que les tensions avec la Russie.

Depuis la crise de l'Ukraine, les ministères de la défense des pays d'Europe centrale considèrent que la Russie constitue pour eux la menace première et la plus importante. Ils craignent ou prétendent craindre que la Russie ne veuille rétablir l'ancienne Union soviétique ou au moins se réapproprier tous les territoires où vivent des Russes dans un projet de « grande Russie ». Ce point de vue apparaît par exemple aussi dans le rapport d'Ischinger de l'OSCE de 2015 [4].

De son côté, la Russie se sent menacée par les USA et l'OTAN, sans qu'on sache si elle situe cette menace avant ou après le terrorisme islamiste.

---

1 « Strategic Concept For the Defence and Security of The Members of the North Atlantic Treaty Organisation » adopté par les chefs d'État et de gouvernement à Lisbonne.

2 Le document de Lisbonne déclare : « L'instabilité ou le conflit au-delà des frontières de l'OTAN peut menacer directement la sécurité de l'Alliance, y-compris en encourageant l'extrémisme, le terrorisme, et les activités transnationales illégales comme le trafic des armes, des stupéfiants et des personnes. »

3 Le document déclare : « Certains pays de l'OTAN dépendront davantage pour leurs besoins en énergie des fournisseurs étrangers et, dans certains cas, des réseaux étrangers de livraison et de distribution en énergie. Du fait qu'une grande partie de la consommation mondiale est transportée dans le monde entier, les fournitures en énergie sont de plus en plus exposées à des perturbations. »

4 'Back to Diplomacy'. Rapport final et recommandations du carrefour de personnes éminentes sur la sécurité européenne comme projet commun, novembre 2015

Pour l'instant, nous avons parlé des États. Et les citoyens ? Mettons de côté la peur universelle d'être marginalisé, la peur de la perte de l'amour, de la violence domestique, de la maladie et de la mort. [5]

Dans de nombreux pays du monde, sans doute dans la majorité, on devrait trouver en haut de la liste des menaces ressenties la peur des catastrophes écologiques, de la police, de l'armée ou de bandes armées en maraude. Et ce, en plus du terrorisme ou du terrorisme d'État qui peut prendre la forme d'un drone américain qui dans certaines régions du monde transforme en risque potentiel n'importe quel rassemblement de personnes, comme par exemple la célébration d'un mariage.

Si on fait une recherche dans internet sur les enquêtes concernant les craintes pour la sécurité en Allemagne, on en découvre qui traitent surtout des thèmes de sécurité intérieure comme par exemple la criminalité ou les réfugiés. On constate ainsi qu'en Allemagne, la crainte d'être mis en danger personnellement en raison de la criminalité a fortement augmenté depuis quelques années. Elle concerne aujourd'hui un peu plus de 50% de la population. Les femmes, les personnes de plus de 60 ans et les allemandes de l'Est se sentent davantage menacées que la moyenne nationale. 41% des hommes, mais 60% des femmes ne se sentent pas en sécurité ; 5% des hommes et 12% des femmes se sentent fortement menacés. 69% estiment que la criminalité est en augmentation. [6]

Une petite moitié des citoyens de la république fédérale est très inquiète en raison de la question des réfugiés en Allemagne, seuls 7% ne sont pas inquiets de son évolution. 70% considèrent que la gestion de la vague de réfugiés constitue un des défis les plus importants auxquels l'Allemagne est confrontée. 71% sont convaincus que les groupes terroristes représentent une grave menace pour le pays. « Le sentiment d'être menacé personnellement a beaucoup augmenté. Selon l'hebdomadaire « WirtschaftsWoche » [7] il y a seulement quelques mois, la moitié des citoyens ne pouvaient pas imaginer être en danger en raison du terrorisme. Aujourd'hui, seuls 27% partagent cette opinion.

Des facteurs de politique extérieure sont mentionnés dans les enquêtes : « Compte tenu des nombreux conflits au niveau international, les citoyens sont de plus en plus inquiets concernant l'évolution de la politique mondiale. Entre-temps, 62% des Allemands considèrent que la situation politique internationale est menaçante ou même extrêmement menaçante (58% en septembre 2015). Ceci est le résultat de l'enquête récente de l'institut de sondage *infratest dimap* de Berlin pour "ARD-DeutschlandTREND". » Les enquêteurs écrivent que différentes évolutions politiques contribuent au sentiment actuel des Allemands. L'un de ces facteurs est l'avance de la milice terroriste « Daesh en Syrie et en Irak ». [8]

Les conséquences ? Les uns, dans leur inquiétude, votent pour des partis populistes de droite et pour des partis extrémistes, tandis que les autres ont peur de ces mêmes partis et des tendances qu'ils manifestent - on exprime de plus en plus la crainte que les années vingt et trente du siècle dernier ne se répètent.

Lorsque nous parlons avec les associations de protection de l'environnement, du mouvement pour la paix ou avec des experts, on nous rend attentifs à d'autres scénarios : Le style de vie des pays industrialisés est massivement menacé, des sources essentielles seront épuisées dans trente ou quarante ans. Il faut ajouter à cela le changement climatique, la menace de catastrophes nucléaires et le danger toujours présent d'une guerre atomique, etc.

---

[5] Selon le psychologue David Grossman, la maladie et la mort font moins peur à la majorité des personnes que d'autres choses dans leur environnement social : « Nous avons désespérément besoin d'être aimés et d'avoir prise sur notre vie. Toute hostilité et agression intentionnelle et ouverte porte atteinte à l'image que nous avons de nous-mêmes, à notre maîtrise des événements, à notre sentiment que le monde est un lieu qui a du sens et qui est compréhensible (…) Ce n'est pas la mort ou la maladie mais ce sont des actes de destruction et de domination de la part d'autres êtres humains qui sèment la terreur et l'horreur dans nos cœurs. » (Grossman, Dave (1996): On Killing: The Psychological Cost of Learning to Kill in War and Society. New York, Back Bay Books, p. 76)

[6] http://www.faz.net/aktuell/politik/inland/allensbach-umfrage-zeigt-angst-um-innere-sicherheit-steigt-14073805-p3.html

[7] http://www.wiwo.de/politik/deutschland/allensbach-umfrage-die-deutschen-sorgen-sich-um-ihre-sicherheit/12737298.html

[8] http://www.bundeswehr-journal.de/2014/deutsche-fuerchten-anschlaege-durch-terrormiliz/#more-4126

Encore une phrase sur le thème du terrorisme, qui est particulièrement d'actualité en France en ce moment :

Les attentats terroristes provoquent chez la plupart d'entre nous un sentiment d'horreur, lorsqu'ils se produisent devant notre porte, et lorsque les médias renforcent ce sentiment de proximité. Les psychologues peuvent certainement expliquer ce phénomène. Sans les récits des médias, l'émotion ne serait sûrement pas aussi forte. Chaque année, presque 1.000 personnes se suicident en se jetant devant un train. Presque tous les voyageurs ont déjà été confrontés à cela. Mais les médias ne s'en font pas l'écho, à moins que les morts ne soient des personnes connues comme le gardien de but national Robert Enke, de Hanovre. [9] Et il n'y a donc pas d'empathie. On peut répondre qu'en général de tels suicides ne mettent pas la vie des voyageurs en danger. C'est vrai, mais que disent les statistiques concernant les dangers auxquels nous nous sentons exposés ? Du point de vue des statistiques, le risque de mourir en raison d'une attaque terroriste est beaucoup moindre que celui de mourir dans un accident de voiture (2015 : 3.175 morts [10] et 67.732 blessés graves[11]) ou de mourir du cancer (environ 500.000 diagnostics de cancer en Allemagne chaque année, environ 224.000 personnes en meurent chaque année [12]). Il s'agit de deux risques avec lesquels nous avons appris à vivre. Il ne s'agit pas ici de relativiser le nombre de morts en raison du terrorisme. Ces chiffres illustrent seulement le fait que nous réagissons différemment à différentes formes de menace.

2. Concepts de sécurité

Les menaces, dont la liste ci-dessus n'est certainement pas exhaustive, ont un caractère si grave que rien moins qu'une révolution ne semble pouvoir améliorer la situation. Les dangers semblent si énormes et l'injustice au niveau mondial est aussi profonde que la résistance à toute volonté d'y remédier. Comment y faire face, comment établir une justice mondiale ? Chacune des menaces mentionnées mériterait qu'on se penche sur elle, depuis les questions de l'armement jusqu'à celles concernant le changement climatique en passant par l'exploitation des matières premières. Il est impossible de s'y atteler dans le cadre de cet exposé. C'est pourquoi je voudrais, au lieu de cela, me concentrer sur le cadre du débat :

Un des points communs à toutes ces menaces et à tous ces changements est qu'ils engendrent des conflits et de la violence ou qu'ils risquent d'en créer si on ne change pas la stratégie adoptée jusqu'à présent pour les aborder. Pour ne donner que deux exemples :

- Le changement climatique provoque des conflits entre les États au sujet de l'eau et des sols fertiles et est l'une des causes principales de la migration. Celle-ci, à son tour, déclenche le « rejet des réfugiés » (par la construction de barrières et l'intervention militaire et policière) que nous constatons déjà et elle renforce l'extrémisme de droite.
- La pénurie des matières premières qui s'annonce est une cause de guerre sans précédent : Nombre de conflits géostratégiques d'aujourd'hui - de l'Afghanistan à la République Démocratique du Congo (RDC), en passant par l'Irak - le démontrent déjà. Même si le pétrole est bon marché en ce moment, il n'y en aura plus du tout dans quelques décennies.

En d'autres termes : Le conflit est inévitable - la question qui se pose est seulement de savoir comment le gérer. Allons nous miser sur la violence pour nous imposer contre tous ceux qui semblent menacer nos intérêts ou allons-nous explorer d'autres types de relations entre les uns et les autres. Voici différentes conceptions de la sécurité.

2.1 La sécurité commune

L'expression « sécurité commune » remonte à l'année 1982 et a été créée par une commission suédoise dirigée par le premier ministre suédois Olof Palme qui a beaucoup fait pour mettre fin au conflit Est-Ouest et pour l'avancée du processus de la CSCE. La Commission indépendante

[9] http://www.sueddeutsche.de/panorama/suizid-auf-den-gleisen-es-passiert-drei-mal-am-tag-1.133473

[10] http://de.statista.com/statistik/daten/studie/161724/umfrage/verkehrstote-in-deutschland-monatszahlen/

[11] https://www.destatis.de/DE/ZahlenFakten/Wirtschaftsbereiche/TransportVerkehr/Verkehrsunfaelle/Verkehrsunfaelle.htm

[12] http://www.krebshilfe.de/wir-informieren/ueber-krebs/krebszahlen.html

pour le Désarmement et la Sécurité a travaillé de 1980 à 1982. Environ 19 politiciens et experts de renom venus de l'Est et de l'Ouest, du Nord et du Sud, en faisaient partie, parmi eux l'ancien ministre allemand Egon Bahr, expert sur les questions de désarmement. Pendant la phase la plus aiguë de la guerre froide, cette commission a analysé soigneusement les conséquences néfastes des alliances militaires et de la doctrine de la dissuasion nucléaire. Les résultats de cet examen furent résumés dans un concept alternatif, la « sécurité commune » qui va plus loin que le principe de la « sécurité collective » des Nations Unies : « À notre époque, il est impossible d'obtenir la sécurité d'une manière unilatérale. Nous vivons dans un monde où les structures économiques, politiques, culturelles et surtout militaires sont de plus en plus dépendantes les unes des autres. On ne peut acheter la sécurité d'une nation aux dépens d'autres nations. » [13]

À l'ère nucléaire de la destruction réciproque garantie, la sécurité ne peut plus être atteinte avant l'adversaire potentiel mais seulement avec lui. Il s'agit alors d'une «sécurité commune. »

L'expression a été reprise dans les années 80 par beaucoup de gens en Europe, et même par des partis se situant en dehors de la démocratie sociale et elle fut opposée à la politique de la dissuasion qui risquait de provoquer un holocauste atomique. Elle fut adoptée dans le cadre du processus de la CSCE.

Mais après l'époque du désarmement et des accords de contrôle de l'armement dont le mérite revient - avec un certain retard - au mouvement pour la paix des années 80, suivit bientôt une nouvelle étape. L'OTAN cessa de tenir compte des intérêts et des craintes de la Russie. Elle s'élargit de plus en plus en direction des frontières de la Russie et ne donna pas suite aux propositions d'entente pan-européenne telles que la proposition de la Russie, en 2009, de rédiger un accord de sécurité pan-européen. [14]

La notion de sécurité commune est aujourd'hui encore d'actualité, et ce, de deux manières : D'une part, elle est à nouveau importante pour la relation entre l'Ouest et la Russie - compte-tenu du fait que des États d'Europe centrale se sont intégrés à l'Ouest du point de vue politique. Les bruits de bottes des deux côtés de la frontière russe sont bien effectivement dangereux, entre autres parceque certains mécanismes d'entente établis du temps de la guerre froide ne fonctionnent plus vraiment aujourd'hui. D'autre part, on peut l'étendre et en faire un concept de sécurité commune au niveau mondial. La sécurité ne peut être atteinte qu'ensemble et non les uns contre les autres. Ce n'est pas seulement vrai pour la relation entre Est et Ouest mais aussi entre Nord et Sud et entre Sud et Sud.

2.2 La sécurité humaine

Le concept de la sécurité commune est un concept de sécurité entre les États. Il en va autrement du concept de la « sécurité humaine ».

L'expression « sécurité humaine » (human security) a été introduite en 1994 dans le débat politique international par le rapport des Nations Unies sur le développement humain (NUDH). [15] Ce rapport oppose à la notion de sécurité de l'époque de la guerre froide - définie soit comme sécurité territoriale, soit comme protection des intérêts nationaux dans le contexte politique international ou encore comme sécurité mondiale face à la menace nucléaire - aux besoins de sécurité des « gens ordinaires » : La sécurité humaine signifie le droit de vivre à l'abri de la peur et à l'abri du besoin („freedom from fear“ et „freedom from want“). Il s'agit par exemple de protéger les gens contre la maladie, la famine, le chômage, la criminalité, les conflits sociaux, l'oppression politique et les risques touchant à l'environnement. Il existe en plus de cette définition « large » de l'expression « sécurité humaine » une notion plus « restreinte » qui se limite au domaine de la guerre et de la violence.

---

[13] Common Security: A Blueprint for Survival, 1982; Egon Bahr/Dieter S. Lutz, Gemeinsame Sicherheit, 3 volumes, Baden-Baden, 1986 und 1987. cité dans : Dieter Deiseroth, Das Friedensgebot des Grundgesetzes und der UN-Charta - ... und die Bundeswehr? (Manuscrit)

[14] Projet d'accord sur la sécurité européenne (http://www.sicherheitspolitik-dss.de/autoren/lemcke/proj1_eu.htm) et Sabine Jaberg, 'Der Westen blockierte eine Friedens- und Sicherheitsordnung in Europa', apparaîtra dans : Friedensforum 4/2016

[15] http://hdr.undp.org/reports/global/1994/en/

L'important pour cette notion de la sécurité humaine sous ses deux formes est que la protection de l'individu vient **avant** la protection de l'État. Priorité est donnée aux droits de la personne par rapport aux intérêts de l'État et finalement même par rapport à la souveraineté de l'État.

Comment est-il possible d'assurer la sécurité humaine par des moyens non-violents ?

Le NUDH a recommandé une politique de développement fondée sur les besoins des êtres humains et non des États comme moyen le plus adapté d'atteindre la sécurité humaine. Les auteurs Slim et Eguren [16], se référant plutôt à la notion de sécurité humaine au sens étroit du terme, décrivent cinq mécanismes destinés à imposer la sécurité humaine aux structures étatiques qui la violent :

- Dénoncer (forcer les autorités à remplir leurs obligations en rendant publics les abus commis par elles)
- Convaincre
- Mobiliser les personnes influentes
- Substituer (offrir soi-même des services)
- Soutenir les structures locales.

2.3 La responsabilité de protéger (R2P)

La responsabilité de protéger, dont il est presque plus souvent question ces dernières années que de la sécurité humaine, est de nouveau un concept qui s'intéresse en premier lieu au monde des États. Il a cependant déjà commencé à perdre de sa popularité après la guerre en Libye en 2011 (voir ci-dessous). Il a été formulé pour la première fois en 2001 par la Commission Internationale de l'Intervention et de la Souveraineté des États (CIISE). [17] En 2005, la « Responsabilité de protéger » - R2P a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies malgré les réticences de quelques uns qui y voyaient un chèque en blanc pour des interventions militaires dans le monde entier. Un an plus tard, elle a été confirmée par le Conseil de sécurité. Le sommet mondial stipula que « Tout État a la responsabilité de protéger sa population de quatre types de crimes : le génocide, les crimes de guerre, la purification ethnique et les crimes contre l'humanité. »

Si un État manque à cette obligation, la communauté internationale a le droit et l'obligation d'intervenir à trois niveaux : prévention, réaction et reconstruction. Les Nations unies distinguent 3 types d'obligation :

1) Chaque État est tenu de protéger sa population des crimes couverts par R2P.
2) Aide internationale pour accomplir cette tâche.
3) Intervention même contre la volonté de l'État.

L'intervention militaire internationale en Libye en 2011 a été la première intervention militaire à être justifiée selon le concept de la Responsabilité de Protéger. Les résultats sont connus - le régime de Kadhafi a été écarté de force, le pays a sombré dans la guerre civile et est aujourd'hui l'un de ceux qui ont le plus à souffrir de la présence du soi-disant État islamique.

D'autres exemples souvent donnés comme argument en faveur de la guerre sont également ambigus : les alliés, lors de la seconde guerre mondiale, ont vaincu l'Allemagne, mais n'ont rien entrepris pendant la guerre contre les camps de concentration allemands alors qu'ils savaient ce qui se passait. Au Rwanda, les numériquement petites troupes de l'ONU ont commencé par se retirer, au Kosovo, des installations et des troupes ont été bombardées par l'OTAN pendant que des milices paramilitaires agissant au sol chassaient les populations en toute impunité. Et les choses ne se passent guère différemment dans la lutte contre Daesh - qui a été chassé de certains endroits mais seulement pour continuer à agir ailleurs - et aussi en dehors de la Syrie et de l'Irak.

---

[16] Slim, Hugo and Eguren, Enrique (2004) Humanitarian Protection. A Guidance Booklet. Pilot Version, ALNAP, http://www.odi.org.uk/rights/Publications/protectionbooklet3.pdf

[17] « The Responsibility to Protect. » rapport de la commission internationale sur l'intervention et la souveraineté nationale, 2001

2.4 Logique de paix plutôt que logique de sécurité

L'expression « logique de paix » a été forgée il y a quelques années par la spécialiste des questions de paix Hanne-Margret Birckenbach pour esquisser une logique qui se démarque de la logique habituelle de la politique qui ne se soucie que de « sécurité », aussi discutable soit-elle. [18] Au nom de la « logique sécuritaire » actuelle, on met en place un énorme appareil militaro-policier qui absorbe les ressources dont on aurait terriblement besoin pour d'autres tâches. Les conflits sont considérés comme quelque-chose qu'il faut repousser « par tous les moyens nécessaires ». C'est la loi du plus fort et ses intérêts qui s'imposent.

L'approche de la logique de paix, pour sa part, aborde le problème en posant la question : « Comment éviter la violence ? » Elle vise à une transformation du conflit. Les moyens utilisés sont ceux de la non-violence et du dialogue. Au lieu du droit du plus fort, on part d'un point de vue universel qui cherche une acceptabilité générale. Et enfin, l'échec ne conduit pas immédiatement à l'escalade mais permet un nouveau départ pour faire mieux et différemment la prochaine fois (acceptation des erreurs et espace concédé à la réflexion).

Hanne-Margret Birckenbach écrit : « La politique ne peut sortir du piège de la militarisation que si elle redonne à la paix sa place de concept directeur. Dans le cas de conflits où l'escalade de la violence est déjà en cours, la paix signifie :

1. critiquer la violence et ses conditions,
2. croire que des solutions et des alternatives à la violence sont possibles,
3. rendre possibles et mettre en œuvre des solutions et des alternatives au problème.

Plus nous pensons dans la logique de la paix, et plus nous reconnaissons ce qui peut être fait effectivement pour réduire la violence, réagir dans les conflits de manière constructive et renforcer les forces de la paix, si faibles soient elles. » [19]

Pour l'action gouvernementale, la différence entre une politique de sécurité et l'alternative de la logique de la paix est que les instruments civils ne sont plus rejetés en bloc, en tout cas pas aux Nations Unies et pas non plus en Allemagne. La formule magique utilisée est « la coopération civile et militaire » (en anglais : “comprehensive approach”) : « 21. Les leçons tirées des opérations de l'OTAN, en particulier en Afghanistan et dans l'ouest des Balkans, mettent en évidence qu'une approche globale, à la fois politique, civile et militaire est nécessaire pour gérer les crises efficacement. L'alliance doit s'engager activement avec d'autres acteurs internationaux avant, pendant et après les crises afin d'encourager une analyse concertée, la planification et la mise en œuvre d'activités sur le terrain dans le but de maximiser la cohérence et l'efficacité de l'effort international dans son ensemble. » [20]

Le livre blanc allemand de 2006 argumente de la même manière : « La notion de ‚prévention civile des conflits‘ ne doit pas être opposée à celle de prévention militaire. Elles se complètent. » [21] Le principe suivant sous-tend les efforts de l'État allant dans le sens de la prévention civile des conflits : « faire la paix avec et sans armes ».

Nous constatons ici la différence avec une position qui s'en tient à la logique de la paix et de la non-violence : la conviction largement répandue selon laquelle dans les situations de violence, seule la violence peut aider à se protéger et à protéger les autres n'est pas mise en question. Or ce dont nous aurions besoin avec urgence, c'est d'un changement de paradigme, c'est de reconnaître que la non-violence, dans de nombreuses situations, peut être efficace et même plus efficace que la violence.

---

[18] Voir par exemple: le dossier Nr. 75 de Wissenschaft & Frieden (2014), Friedenslogik statt Sicherheitslogik, Theoretische Grundlagen und friedenspolitische Realisierung. d'Ulrich Frey, Christiane Lammers, Hanne-Margret Birckenbach, Sabine Jabert, Christine Schweitzer et Andreas Buro, dans: W&F 14/2

[19] Birckenbach, Hanne-Margret (2013) Friedenslogik statt Sicherheitslogik. Exposé donné à la 11ème conférence internationale de la paix de Munich le 1er février 2013

[20] NATO 2010 : voir note de bas de page no. 1

[21] Livre blanc 2006, p. 28 (titre de photo)

Digression : les situations de dilemme

Même dans les milieux du mouvement pour la paix, on pose la question de savoir si face à certaines crises ou conflits une intervention militaire n'est pas souhaitable dans ce cas précis ou rétrospectivement si elle n'aurait pas été indispensable. On pose aujourd'hui cette question face à Daesh, il y a quelques années après les attaques du 11 septembre, avant cela dans le cas du Kosovo, de la Bosnie et de la Croatie, avant cela en 1991 lors du lancement des fusées irakiennes contre Israël, etc… La question fondamentale était chaque fois : « Ne s'agit-il pas d'une situation où seule l'armée/la violence peuvent aider ? »

Cette même question a déjà été posée lors de la première guerre mondiale, lors de la guerre d'Espagne (1936-1939) [22], lors de la seconde guerre mondiale, à l'occasion de la guerre au Vietnam et des guerres de libération au Sud (en particulier au Nicaragua et au Salvador). Tous ces événements ont déstabilisé beaucoup de pacifistes et poussé certains à abandonner leurs convictions tandis que d'autres s'efforçaient de concilier leur conviction pacifiste fondamentale avec l'approbation ou tout au moins le non-rejet d'une guerre donnée. [23]

Voici trois points pour réfléchir et discuter de cette question :

1. Souvent, on fonde la nécessité d'une intervention militaire à l'aide d'exemples de situations dans lesquelles elle n'a pas eu lieu. Les deux meilleurs exemples pour cela sont le Rwanda en 1994 et Srebrenica en 1995. La personne qui argumente ainsi s'affranchit de la nécessité de prouver qu'une telle intervention aurait été couronnée de succès. Dans le cas de la Libye, comme nous l'avons dit plus haut, une telle intervention n'a contribué qu'à faire empirer la situation.
2. Le deuxième exemple souvent donné est celui de la seconde guerre mondiale. Mais il ne s'agissait pas d'une intervention humanitaire. C'était tout simplement une guerre internationale gagnée heureusement par le bon côté au prix de pertes colossales - et au moyen d'actes qui déjà à l'époque étaient condamnés par la Convention de Genève. Si la guerre ne conduisait jamais à la victoire, elle n'existerait plus depuis longtemps. Mais la question est plutôt : est-elle inévitable, ou n'y a-t-il pas d'autres alternatives ?
3. La notion « d'intervention humanitaire » est en premier lieu un procédé de légitimation destiné à camoufler les intérêts géostratégiques motivant en réalité une intervention. C'est un bon argument pour s'assurer du soutien de l'électorat car celui-ci est vraiment touché et horrifié par la souffrance que la guerre entraîne ailleurs. Mais les dirigeants l'ont toujours prouvé : le sort des victimes leur est indifférent à moins qu'il ne s'agisse des « bons ». Juste un exemple à ce sujet, que l'on trouve dans le livre de Michael Lüders : Entre 1991 et 2003, en raison des sanctions contre l'Irak, un million de personnes dont 500.000 enfants sont morts dans ce pays. En 1996, Madeleine Albright, la ministre des affaires extérieures, interrogée à ce sujet lors d'une émission aux USA, répondit que ce demi-million d'enfants « en valait la peine ». [24]

3. De l'efficacité de l'action non-violente

3.1 L'action non-violente

L'action non-violente « est la forme de règlement des conflits qui résulte d'une attitude de non-violence et dans laquelle on renonce consciemment à la violence blessante ou létale ». [25] On ne

[22] Voir Xabier Aguirre Aranburu „Was würde ich machen, wäre ich heute in Spanien?“, dans le livre Graswurzelrevolution Nr. 208/209, pp. 56-62

[23] On peut rappeler comme exemple de ce phénomène la déclaration de l'exécutif de pax christi section allemande publiée le 9.8.1995 dans laquelle il est dit : « Pour la crédibilité de notre action pour la paix, nous considérons une intervention militaire future comme légitime si - comme dans le cas de Srebrenica et de Zepa - des personnes sans protection sont livrées d'une manière insupportable à la violence d'agresseurs (cité dans la revue Friedensforum 4/95, éditée par le Réseau 'Friedenskooperative Bonn', p. 23s)

[24] Cité par : Lüders, Michael (2015) „Wer den Wind sät. Was westliche Politik im Orient anrichtet.” München : C.H. Beck

[25] http://www.friedenspaedagogik.de/themen/zivilcourage/grundlagen/konflikte_gewaltfrei_loesen

s'attaque pas à la personne de l'adversaire mais à son rôle actuel comme représentant d'un système injuste. La séparation entre la personne et ses actes contribue à surmonter l'image de l'ennemi et ouvre des possibilités de négociation. L'objectif de la non-violence n'est pas de vaincre ou d'anéantir l'adversaire mais de travailler au changement de la volonté adverse.

L'action non-violente est nécessaire pour établir la justice. Elle est utilisée dans le monde entier - chaque fois par exemple que des gens se défendent contre l'exploitation, contre l'achat de leurs terres par des multinationales, contre l'exploitation minière et celle des matières premières, les entreprises de tourisme etc. Il est vrai que tous ce mouvements ne sont pas complètement non-violents (exemple - en Inde) mais dans tous les cas ils se voient confrontés à des forces de sécurité lourdement armées dans un conflit absolument asymétrique. Et il me semble qu'ils méritent notre solidarité, même si la solidarité ne signifie pas que l'on approuve toutes les méthodes et toutes les stratégies utilisées.

3.2 Résistance non-violente efficace

On connaît tous les cas où la résistance non-violente s'est transformé en résistance violente. C'est ce qui s'est passé par exemple au Kosovo en 1997 lorsque l'armée de libération du Kosovo a mis de côté la résistance non-violente et en Syrie en 2011/2012 lorsque les insurgés ont permis à des soldats déserteurs qui s'étaient joints à l'armée libre syrienne de « protéger » les manifestations de protestation.

Les raisons pour se virage entre résistance civile et résistance violente sont en règle générale le manque de changements/de succès visibles de la résistance non-violente, la difficulté pour les responsables de la résistance de contrôler des hommes jeunes pour la plupart et impatients et enfin, le fait qu'après avoir choisi une stratégie non-violente au début, ceux-ci restent convaincus de la plus grande efficacité de la violence et sont aussi marqués par la mentalité patriarcale pour laquelle la honte et l'honneur jouent un rôle très important.

Mais bien souvent ce revirement s'avère rétrospectivement être une erreur, car les mouvements de révolte non-violents ont plus de chances de succès que les mouvements violents : Selon Karatnycky & Ackerman (2005) entre 1972 et 2002, 67 régimes autoritaires ont été mis de côté, plus de 70% d'entre eux grâce à des révoltes non-violentes. [26] Les auteurs Chenoweth et Stephan [27] ont examiné 323 cas de ce qu'ils appellent des « campagnes de résistance violentes et non-violentes » entre 1900 et 2006. 105 d'entre elles étaient non-violentes. Ils ont découvert, en les comparant, que les campagnes non-violentes avaient été deux fois plus souvent couronnées de succès (53%) que les campagnes violentes. Un quart seulement de toutes les campagnes avaient totalement échoué tandis qu'un peu plus d'un mouvement de révolte violent sur quatre (26%) avait réussi (2011 : 11).

3.3 La résolution civile des conflits en général

D'une manière générale, il revient à la prévention des crises et à la résolution non-violente des conflits d'empêcher les guerres et, là où les conflits sont devenus violents, d'y mettre fin et de réussir à éliminer durablement les causes et les conséquences de la violence.

Les fondements de la résolution civile et non-violente des conflits sont les suivants :

- La violence est rarement productive car elle provoque le durcissement des positions et, plus tard, la poursuite du conflit. Ceux qui sont forcés à céder ne l'oublient pas. Le message reçu est : « Seule la violence paie. » Si des innocents sont atteints, cela renforce le traumatisme.
- Il faut faire la différence entre positions et intérêts.

[26] Karatnycky, Adrian / Ackermann, Peter (2005) How Freedom is Won. From Civic Resistance to Durable Democracy, Freedom House

[27] Chenoweth, Erica et Stephan, Maria J. (2011): Why Civil Resistance Works. The Strategic Logic of Nonviolent Conflict. New York: Colombia University Press et
Chenoweth, Erica et Stephan, Maria J. (2014) Drop Your Weapons. When and Why Civil Resistance Works

- Le triangle de Galtung : il faut travailler sur les trois côtés pour pouvoir transformer un conflit avec succès.
- Agir dans le cadre d'une logique de paix comme celle décrite ci-dessus.

La gestion des conflits a lieu tant chez soi qu'au niveau international. Il existe ici beaucoup d'exemples et de démarches allant dans ce sens, depuis la médiation de voisinage jusqu'au dialogue inter-religieux en passant par des programmes de médiation dans les écoles.

3.4 L'intervention non-violente : assumer la responsabilité de protéger et construire la sécurité humaine sans violence

Au niveau international, la gestion civile des conflits signifie mettre en œuvre l'intervention non-violente de telle manière qu'elle puisse représenter une véritable alternative à l'intervention militaire. C'est ce que les deux chercheurs et activistes Yeshua Moser Ruangsuwan et Tom Weber appellent une « vision récurrente » [28]. Cette vision a inspiré beaucoup de projets d'équipes de paix et de services civils pour la paix (entre autres le service civil pour la paix allemand) ainsi qu'une douzaine au moins de projets plus ponctuels (comme les marches pour la paix qui ont eu lieu en Bosnie au cours des années 90).

Dans le domaine de la construction de la paix et de la prévention, il existe un nombre important d'instruments et de formes d'engagement dans des organisations locales ou internationales. Nous venons d'entendre quelques exemples dans l'exposé de Maria Biedrawa. Les services pour la paix comme le service civil pour la paix allemand qui fait un travail important de soutien à des organisations autochtones dans le domaine de la prévention et de la résolution des conflits, de la réconciliation et de la guérison de la mémoire. Beaucoup d'organisations internationales, en plus de leur activité principale, offrent des séminaires et d'autres types de formation.

J'aimerais ici évoquer en particulier une forme d'intervention non-violente : le maintien civil de la paix. Nous n'avons aucune raison de laisser aux partisans des interventions militaires le monopole sur des expressions telles que « la sécurité humaine » et « la responsabilité de protéger ». Ce qui est pour les États une idée nouvelle et controverse a déjà une longue histoire : inspirés par l'idée de Gandhi d'une « Shanti Sena », armée pacifique, certains mouvements à caractère social sont engagés depuis des années dans le cadre de conflits violents dans d'autres pays. Leur objectif : empêcher la guerre et la violence, contribuer au dialogue et à la réconciliation ou au moins protéger par leur présence sur place la population civile, les réfugiés ou les défenseurs des droits de la personne.

Les gardiens et les gardiennes de la paix ne portent pas d'arme pour accomplir cette tâche. C'est pourquoi beaucoup ont du mal à comprendre ce qu'ils peuvent accomplir dans un environnement de violence, car on est habitué à penser que, dans les cas extrêmes, la violence est la seule source de protection possible. Il est vrai que des civils non armés n'ont pas les moyens d'imposer quoi que ce soit directement - ils ne sont pas en mesure de tuer un attaquant ou de l'arrêter par des coups de feu. Mais ils peuvent quand-même protéger efficacement la population civile ou les activistes des organisations des droits de la personne comme le font par exemple la Force de paix non-violente et les Brigades de paix internationales. Des gardiens de la paix non armés ont leurs propres sources de pouvoir : La confiance et le respect qu'on leur accorde en tant qu'expatriés et le mécanisme bien connu : « Le monde est témoin. » [29]

3.5 La défense sociale - Défense d'un style de vie et non d'un territoire

La défense sociale est un concept de résistance non-violente qui a été conçu pour des situations spécifiques, en particulier pour la défense contre les attaques militaires d'un autre pays ou pour résister en cas de coup d'état.

---

[28] Moser-Puangsuwan, Yeshua et Weber, Thomas (2000) *Nonviolent Intervention Across Borders. A Recurrent Vision*. Honolulu: Spark M. Matsunaga Institute for Peace

[29] Sur la question du maintien de la paix, voir entre autres Ellen Furnari (ed.) Wielding Nonviolence in the Midst of Violence, Norderstedt: BoD 2016.

L'expression « défense sociale » a été forgée dès la fin des années 50 par quelques spécialistes des questions de paix (entre autres Stephen King-Hall, Gene Sharp, Adam Roberts, April Carter et Theodor Ebert) qui étaient à la recherche d'une forme non-militaire de défense par rapport à la menace que le pacte de Varsovie semblait représenter à l'époque, une assomption qu'ils n'avaient pas tout de suite mise en question. Petit-à-petit, leurs analyses de ce type de menace s'étendit à des scénarios de coup d'état et plus tard à l'éventualité d'une intervention en provenance d'un État anciennement ami.

Après la fin de la guerre froide, on ne parla plus beaucoup de ce concept mais à tort, comme le prouve ce que nous vivons en ce moment.

L'Organisation *Collaborative for Development Action* (Collaborative pour l'action de développement) aux USA a collecté de 2002 à 2006 13 exemples de situations dans lesquelles des communes ou des régions entières sont parvenues avec succès à rester en dehors d'un conflit violent se déroulant dans leur environnement proche. Le livre « Opting out of War » tire de ces cas individuels une série de facteurs généraux qui se dégagent de beaucoup ou de tous ces exemples.

Ce qui est tout d'abord remarquable, c'est le nombre et le caractère de ces cas. On a peut-être entendu parler des villages pacifiques de Colombie ; certains savent peut-être encore que sur l'île de Mindanao (aux Philippines) il existe aussi de telles zones de paix. Mais qui sait qu'au Rwanda, les Musulmans, pendant le génocides, sont non seulement parvenus à rester en dehors du conflit, mais que dans de nombreux cas, ils ont aussi sauvé la vie de leurs voisins Tutsis ? Ou que les Jaghoris, en Afghanistan, à l'époque de l'invasion des Talibans, sont parvenus à défendre avec succès leur indépendance et leur style de vie - qui comportait entre autres la fréquentation de l'école pour les filles ? Les 13 exemples viennent d'Afghanistan, de Bosnie-Herzégovine, du Burkina Faso, de Colombie, des Fidji, d'Inde, du Kosovo, du Mozambique, du Nigeria, des Philippines, du Rwanda, de Sierra Leone et du Sri Lanka.

4. Conclusion

La guerre et la violence sont apparemment efficaces. La foi en la toute puissance de la violence domine dans la majorité des sociétés, même si aujourd'hui la plupart des guerres se terminent par des négociations et non par la victoire d'un côté. Nous l'avons déjà dit : Si la guerre était toujours si inefficace que le prétendent certains pacifistes, elle n'aurait pas pu se maintenir en tant qu'institution pendant des siècles et des siècles.

Les choses sont différentes si on examine les conséquences des guerres à long terme. Bart de Ligt, dans les années 30, a dit : « Plus il y a de violence et moins il y a de révolution. » [30] On peut dire la même chose concernant les guerres qui sont menées pour des soi-disant raisons humanitaires ou pour garder certains privilèges. Très souvent, elles remplacent un mal par un autre. Nous le voyons déjà. Les guerres menées par les USA et par l'Europe ne sont pas seulement des injustices flagrantes, elles créent aussi de nouvelles violences - chaque drone engendre un terroriste, dit-on communément. Et on réagit à cette violence par davantage de guerre - une spirale de la mort.

Le problème fondamental du point de vue pacifiste est le suivant : l'appareil militaire est immédiatement disponible et c'est pourquoi la guerre est habituellement une option faisable. Tandis que les alternatives non-violentes ne sont pas à portée de la main et semblent donc utopiques. C'est pourquoi il faut continuer à élaborer et à développer la défense sociale comme alternative à la défense militaire et l'intervention non-violente dans les conflits à tous les niveaux comme alternative aux interventions militaires.

Un problème fondamental est la différenciation souvent faite entre un usage légitime ou illégitime de la violence létale. Tant que le fait de tuer des humains ne sera pas proscrit, non seulement dans le domaine privé mais aussi au niveau politique, tant qu'il existera des institutions dans lesquelles on apprend à tuer et on tue (l'armée), il ne sera pas possible de vaincre la violence.

[30] 1936 dans „The Conquest of Violence“

En attendant, il nous faut accepter qu'il n'y a pas de sécurité absolue, et qu'elle ne peut être établie par les moyens dont disposent les États. S'accommoder de l'insécurité peut être un moyen de lutter pour sa propre liberté - beaucoup de défenseurs des droits de la personne et d'activistes du monde entier qui sont menacés quotidiennement par des escadrons de la mort, par la police ou par l'armée parlent de l'importance de vaincre la peur et disent quels espaces de liberté l'acceptation du risque leur a ouverts. Il ne peut y avoir de sécurité que si elle est valable pour tous, et non seulement pour notre propre groupe. La condition de la sécurité, c'est la justice. Le chemin pour y parvenir est celui de la non-violence.

Christine Schweitzer
c/o Bund für Soziale Verteidigung (Alliance pour la Défense civile)
Schwarzer Weg 8, 32423 Minden, Allemagne
Schweitzer@soziale-verteidigung.de
www.soziale-verteidigung.de